Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac

Rapport Financier Consolidé

31 décembre 2019

Rapport financier 2019 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Saint-Joseph-du-Lac

Code géographique : 72025

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

Affaires municipales et Habitation
Québec

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Stéphane Giguère, atteste la véracité du rapport financier consolidé

de Saint-Joseph-du-Lac pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019.
(Nom de l'organisme)

Signature  Date 2020-06-22

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants 4
Rapport du vérificateur général 4.1

État consolidé des résultats 5
État consolidé de la situation financière 6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) 7
État consolidé des gains et pertes de réévaluation 7
État consolidé des flux de trésorerie 8

Notes complémentaires aux états financiers consolidés 9

Renseignements complémentaires consolidés
Informations sectorielles consolidées
Résultats détaillés par organismes 10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes 11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes 12
Situation financière par organismes 13
Charges par objets 14
Fonds local d'investissement (FLI) 15
Fonds local de solidarité (FLS) 16
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire 17
Excédent (déficit) accumulé 18
Avantages sociaux futurs 19

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés 21
Analyse des charges consolidées 22

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac (« l'entité »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2019, et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac au 31 décembre 2019, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S15 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne

s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

·nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

·nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;

·nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

·nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;

·nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

·nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Goudreau Poirier inc.

Vaudreuil-Dorion, le 22 juin 2020

1 Par CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A107797

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Budget	Réalisations	
		2019	2019	2018
Revenus				
Taxes	1	7 110 954	7 234 648	7 030 277
Compensations tenant lieu de taxes	2	91 739	95 196	91 785
Quotes-parts	3			
Transferts	4	238 936	1 053 157	453 312
Services rendus	5	580 205	613 109	593 314
Imposition de droits	6	413 800	494 123	515 983
Amendes et pénalités	7	111 040	103 852	110 593
Revenus de placements de portefeuille	8		12 614	21 105
Autres revenus d'intérêts	9	65 853	106 854	86 020
Autres revenus	10	10 500	212 061	2 723 584
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	8 623 027	9 925 614	11 625 973
Charges				
Administration générale	14	1 404 391	1 390 652	1 324 291
Sécurité publique	15	2 050 569	2 222 553	1 955 356
Transport	16	1 639 757	1 741 043	1 544 259
Hygiène du milieu	17	1 956 238	2 622 202	2 842 014
Santé et bien-être	18	52 954	51 923	52 772
Aménagement, urbanisme et développement	19	400 258	457 746	382 212
Loisirs et culture	20	1 063 620	1 140 222	1 030 944
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	148 696	193 690	188 297
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	8 716 483	9 820 031	9 320 145
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(93 456)	105 583	2 305 828
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		24 710 084	22 404 256
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27		505	
Solde redressé	28		24 710 589	22 404 256
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		24 816 172	24 710 084

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	796 208	922 555
Débiteurs (note 5)	2	3 406 760	3 554 211
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	1 008 539	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	5 211 507	4 476 766
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	168 263	
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	1 187 132	1 548 585
Revenus reportés (note 12)	12	395 482	127 625
Dette à long terme (note 13)	13	6 178 033	5 603 717
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	107 210	114 827
	15	8 036 120	7 394 754
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(2 824 613)	(2 917 988)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	27 396 358	27 507 872
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18		
Stocks de fournitures	19	82 691	60 808
Autres actifs non financiers (note 17)	20	161 736	59 392
	21	27 640 785	27 628 072
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	24 816 172	24 710 084

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Budget	Réalisations	
		2019	2019	2018
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(93 456)	105 583	2 305 828
Variation des immobilisations				
Acquisition	2	(123 000)	(1 669 344)	(4 115 144)
Produit de cession	3		32 266	2 621
Amortissement	4	1 061 214	1 762 218	1 683 150
(Gain) perte sur cession	5		(13 626)	18 998
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	938 214	111 514	(2 410 375)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		(21 883)	(8 512)
Variation des autres actifs non financiers	10		(102 344)	(4 308)
	11		(124 227)	(12 820)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	844 758	92 870	(117 367)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(2 917 988)	(2 800 621)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16		505	
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(2 917 483)	(2 800 621)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(2 824 613)	(2 917 988)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	105 583	2 305 828
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	1 762 218	1 683 150
Autres			
- Gain / Perte sur cession	3	(13 626)	18 998
- Redressement	4	505	
	5	1 854 680	4 007 976
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	147 451	404 385
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(361 453)	214 087
Revenus reportés	9	267 857	(77 727)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(7 617)	(17 477)
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(21 883)	(8 512)
Autres actifs non financiers	13	(102 344)	(4 308)
	14	1 776 691	4 518 424
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(1 669 344)	(4 115 144)
Produit de cession	16	32 266	2 621
	17	(1 637 078)	(4 112 523)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	( )	( )
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	(1 507 615)	( )
Cession	21	499 076	
	22	(1 008 539)	
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	1 826 500	
Remboursement de la dette à long terme	24	(1 227 101)	(1 350 589)
Variation nette des emprunts temporaires	25	168 263	
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(25 083)	774
Autres			
-	27		
-	28		
	29	742 579	(1 349 815)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(126 347)	(943 914)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	922 555	1 866 469
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	922 555	1 866 469
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	796 208	922 555

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité de Saint-Joseph-du-Lac est un organisme municipal constitué et régi en vertu du Code Municipal de la province de Québec. Elle est dirigée par un conseil.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S15, S23-1, S23-2 et S23-3.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Le périmètre comptable de la municipalité englobe les opérations financières des organismes qui sont sous son contrôle, ce qui équivaut à la part sous son contrôle dans le cas des partenariats. La municipalité participe aux partenariats suivants :

- Régie d'assainissement des eaux de Deux-Montagnes
- Régie de traitement des eaux usées de Deux-Montagnes
- Régie de police du Lac des Deux-Montagnes.

Les comptes de la municipalité et des organismes compris dans son périmètre comptable, sont consolidés ligne par ligne dans les états financiers, proportionnellement à la quote-part revenant à la municipalité dans le cas d'un partenariat. Ainsi, les comptes sont harmonisés selon les méthodes comptables de la municipalité et combinés ligne par ligne et les opérations et les soldes interorganismes sont éliminés.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

Les taux de participation de la municipalité dans les opérations des partenariats auxquels elle participe sont les suivants:

- Régie d'assainissement des eaux de Deux-Montagnes	27,87 %
- Régie de traitement des eaux usées de Deux-Montagnes	13,56 %
- Régie de police du Lac des Deux-Montagnes	14,00 %

La municipalité ne contrôle aucun organisme consistant en une entreprise municipale et ne participe à aucun partenariat de type commercial.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants:

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux tiers;
- Les revenus d'intérêts sont constatés à titre de revenus lorsqu'ils sont gagnés.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

Estimations comptables

La préparation des états financiers consolidés de la Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que la comptabilisation des revenus et charges au cours de la période visée par les états financiers consolidés. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et des avantages sociaux et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs

S.O.

a) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Placements de portefeuille

Les placements de portefeuille sont présentés au moindre du coût et de leur juste valeur. Les autres placements sont présentés au coût et dépréciés lors d'une baisse durable de valeur.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

b) Actifs non financiers

Autres actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la municipalité bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la municipalité bénéficiera des services acquis.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire et les périodes suivantes :

Infrastructures	15 à 40 ans
Bâtiments	20 à 40 ans
Véhicules	7 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 à 10 ans
Machinerie, outillage & équipement	10 ans
Autres	20 ans
Améliorations locatives	10 ans

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

Subventions reportées du gouvernement du Québec

Les subventions reçues du gouvernement du Québec sont, dans un premier temps, comptabilisées à titre de subventions reportées lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un deuxième temps, les subventions reportées sont diminuées et un montant équivalent de revenus de subvention est comptabilisé à mesure que les conditions relatives au passif sont remplies.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard des Fonds de parcs et terrains de jeux et Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques sont comptabilisés à titre de revenus reportés et sont constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par les fonds.

E) Revenus

Revenus de transfert

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite à prestations déterminées interemployeurs, auquel participe la municipalité sans en être le promoteur, est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Régie de police du Lac des Deux-Montagnes

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

Pour chacun des régimes, la charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projections des salaires futurs. Cette méthode est prescrite par le chapitre SP 3250 du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (Loi RRSM). Ce cloisonnement n'a toutefois pas été appliqué au calcul des cotisations excédentaires car celui-ci doit être fait de façon globale, par régime, sans établir de volets distincts.

Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs des régimes.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs des régimes, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi RRSM.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de l'organisme municipal en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi RRSM. Selon les recommandations du MAMH, puisque les principaux effets découlant

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

de la Loi RRSM ont tous été reflétés lors d'exercices financiers précédents, il n'est plus nécessaire de compléter la note 8 au bas de la page S11-4 sur les effets de la Loi RRSM. Plus de détails sont fournis, s'il y a lieu, dans la «Section 3 - Commentaires sur les résultats» du Rapport sur la comptabilité des avantages sociaux futurs des régimes de retraite à prestations déterminées auxquels participent les employés de la Régie de police du Lac des Deux-Montagnes.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2019 selon la méthode suivante : valeur marchande.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés, s'il y a lieu, doit être constaté entièrement dans l'exercice au cours duquel la modification est apportée ou la décision est rendue à cet effet. Toutefois, lorsqu'une modification donne lieu à une augmentation de l'obligation au titre des prestations constituées, ce coût est compensé par la constatation de gains actuariels nets non amortis jusqu'à concurrence du coût des services passés. Cette constatation se fait alors en partant des gains actuariels non amortis les plus anciens et en remontant dans le temps jusqu'à ce que le montant net à constater à l'encontre du coût des services passés soit atteint, le cas échéant. Inversement, lorsqu'une modification donne lieu à une diminution de l'obligation au titre des prestations constituées et qu'il existe des pertes actuarielles nettes non amorties, ces dernières doivent aussi être constatées immédiatement, et ce, de façon similaire.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
  - pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

Régie de police du Lac des Deux-Montagnes

La mesure qui consistait à affecter aux DCTP la totalité ou une partie des coûts des services passés découlant d'une modification de régime ou de la perte déterminée lors d'un règlement ou d'une compression de régime, ne pourra plus être utilisée à compter de 2020. Cette décision s'applique également au solde des DCTP découlant de l'utilisation antérieure de la mesure d'allègement, à l'exception des régimes pour lesquels le coût des services passés est associé à un déficit initial. Le montant affecté aux DCTP relatif aux avantages sociaux futurs est relié au coût des services passés qui découle de la création

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

de la Régie de police du Lac des Deux-Montagnes en 2015, et est donc exempt du retrait de la mesure d'allègement. Ce montant est amorti sur la DMERCA des salariés actifs touchés en date de la création, soit 17,75.

H) Instruments financiers
S.O.

I) Autres éléments
Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables
S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie			
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	879 763	949 725
Découvert bancaire	2	(83 555)	(27 170)
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3		
Autres éléments			
-	4		
-	5		
-	6		
-	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	796 208	922 555
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9		
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	11	300 723	346 912
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	1 678 605	1 869 470
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	487 250	430 254
Organismes municipaux	15	730 985	725 970
Autres			
- Droits de mutation	16	122 585	136 681
- Autres comptes à recevoir	17	86 612	44 924
	18	3 406 760	3 554 211
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	929 050	1 119 236
Organismes municipaux	20	405 950	488 830
Autres tiers	21		
	22	1 335 000	1 608 066
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23		
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
-	26		
-	27		
	28		
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		
Note			

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	30		
Autres placements	31	1 008 539	
	32	1 008 539	
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note

8. Avantages sociaux futurs

Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	(107 210)	(114 827)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37	(107 210)	(114 827)
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	93 634	78 729
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40	74 132	67 026
Autres régimes (REER et autres)	41		
Régimes de retraite des élus municipaux	42	22 399	18 642
	43	190 165	164 397

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

9. Autres actifs financiers

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44	
Autres	45	
	46	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018

10. Emprunts temporaires

La municipalité dispose de facilités de crédit autorisées de 800 000 $ qui portent intérêts au taux préférentiel (3,95% au 31 décembre 2019) et qui sont renouvelables annuellement. Au 31 décembre 2019, le solde non utilisé de ces facilités de crédit était de 631 737 $.

Régie d'assainissement des eaux de Deux-Montagnes

La Régie d'assainissement des eaux de Deux-Montagnes dispose de facilités de crédit d'un montant autorisé de 500 000 $ au 31 décembre 2019, (la QP de la Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac est de 27,87 %) et portant intérêt au taux préférentiel (3,95% au 31 décembre 2019). Au 31 décembre 2019, le solde non utilisé de ces facilités de crédit était de 500 000 $.

Régie de traitement des eaux usées de Deux-Montagnes

La Régie de traitement des eaux usées de Deux-Montagnes dispose de facilités de crédit d'un montant autorisé de 800 000 $ au 31 décembre 2019, (la QP de la Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac est de 13,56 %) et portant intérêt au taux préférentiel (3,95% au 31 décembre 2019). Au 31 décembre 2019, le solde non utilisé de ces facilités de crédit était de 800 000 $.

Régie de police du Lac des Deux-Montagnes

La Régie de police du Lac des Deux-Montagnes dispose d'un emprunt bancaire autorisé d'un montant de 750 000 $ au 31 décembre 2019, (la QP de la Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac est de 14.00 %), au taux préférentiel. Au 31 décembre 2019, le solde non utilisé de cet emprunt bancaire était de 750 000 $.

11. Créditeurs et charges à payer

		2019	2018
Fournisseurs	47	468 618	678 188
Salaires et avantages sociaux	48	381 219	365 652
Dépôts et retenues de garantie	49	153 090	329 307
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Intérêts courus sur la dette	53	46 966	29 150
- Organismes municipaux	54	137 239	146 288
-	55		
-	56		
-	57		
	58	1 187 132	1 548 585

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

12. Revenus reportés

Taxes perçues d'avance	59	15 124	9 610
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60	43 730	37 226
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62	277 124	61 419
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions des promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
- Produit de la criminalité	68	3 192	16 370
- La Sotie des saveurs (FDT)	69	54 880	
-	70		
- Projet ORH	71	1 432	3 000
	72	395 482	127 625

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

13. Dette à long terme

	Taux d'intérêt de	Taux d'intérêt à	Échéance de	Échéance à		2019	2018
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,40	3,10	2020	2039	73	6 207 464	5 608 065
Obligations et billets en monnaies étrangères					74		
Gains (pertes) de change reportés					75		
					76		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					77		
Organismes municipaux					78		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					79		
Autres					80		
					81	6 207 464	5 608 065
Frais reportés liés à la dette à long terme					82	(29 431)	(4 348)
					83	6 178 033	5 603 717

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets – Avec fonds d'amortissement		Obligations et billets – Sans fonds d'amortissement		Autres dettes à long terme – Location-acquisition		Autres dettes à long terme – Autres		Total 2019
2020	84	92	1 001 568	100		109		117	1 001 568
2021	85	93	844 511	101		110		118	844 511
2022	86	94	715 235	102		111		119	715 235
2023	87	95	582 376	103		112		120	582 376
2024	88	96	591 739	104		113		121	591 739
2025 et +	89	97	2 472 035	105		114		122	2 472 035
	90	98	6 207 464	106		115		123	6 207 464
Intérêts et frais accessoires				107	( )			124	( )
	91	99	6 207 464	108		116		125	6 207 464

Note

14. Actifs financiers nets (dette nette)

		2019	2018
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	126	(2 824 613)	(2 917 988)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127	( )	( )
Autres	128	( )	( )
	129	(2 824 613)	(2 917 988)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	130	8 997 252	158		185		212	8 997 252
Eaux usées	131	18 455 226	159		186		213	18 455 226
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	6 960 066	160	489 150	187	(27 501)	214	7 476 717
Autres	133	2 907 935	161	55 909	188		215	2 963 844
Réseau d'électricité	134		162		189		216	
Bâtiments	135	4 127 735	163	566 851	190		217	4 694 586
Améliorations locatives	136	29 944	164	17 416	191		218	47 360
Véhicules	137	1 147 508	165	182 346	192	160 883	219	1 168 971
Ameublement et équipement de bureau	138	746 094	166	56 481	193		220	802 575
Machinerie, outillage et équipement divers	139	779 601	167	37 948	194	27 501	221	790 048
Terrains	140	136 151	168		195		222	136 151
Autres	141	97 571	169		196		223	97 571
	142	44 385 083	170	1 406 101	197	160 883	224	45 630 301
Immobilisations en cours	143	570 683	171	263 243	198		225	833 926
	144	44 955 766	172	1 669 344	199	160 883	226	46 464 227
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	145	2 902 557	173	217 264	200		227	3 119 821
Eaux usées	146	7 094 862	174	901 161	201		228	7 996 023
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	2 982 508	175	220 539	202	75	229	3 202 972
Autres	148	1 305 921	176	121 293	203	(75)	230	1 427 289
Réseau d'électricité	149		177		204		231	
Bâtiments	150	1 293 120	178	120 043	205		232	1 413 163
Améliorations locatives	151	5 457	179	3 972	206		233	9 429
Véhicules	152	653 584	180	82 774	207	142 263	234	594 095
Ameublement et équipement de bureau	153	599 685	181	49 354	208	(43)	235	649 082
Machinerie, outillage et équipement divers	154	548 981	182	42 551	209	23	236	591 509
Autres	155	61 219	183	3 267	210		237	64 486
	156	17 447 894	184	1 762 218	211	142 243	238	19 067 869
VALEUR COMPTABLE NETTE	157	27 507 872					239	27 396 358
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	240		243		245		247	
Amortissement cumulé	241	( )	244	( )	246	( )	248	( )
Valeur comptable nette	242						249	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	250		
Immeubles industriels municipaux	251		
Autres	252		
	253		
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255		
Note			
17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance			
- Frais payés d'avance	256	50 632	47 264
- Autres	257		12 128
- Quote-Part Régie police	258	111 104	
Autres			
-	259		
-	260		
	261	161 736	59 392
Note			

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

18. Obligations contractuelles

Contrats

La municipalité s'est engagée à payer au cours des prochains exercices, les sommes avant taxes suivantes relatives aux contrats qu'elle a octroyés:

	2020	2021	2022	2023
Matières résiduelles	387 700$	387 700$	351 829$	337 530$

De plus, la quote-part de la Municipalité relativement aux engagements des organismes apparentés est la suivante:

	2020	2021	2022	2023	2024
Régie de police du Lac des Deux-Montagnes	47 178$	23 190$	9 591$	7 660$	7 660$

19. Droits contractuels

La municipalité a conclu une entente de location de local ainsi que des ententes de gestion. Le bail est valide jusqu'au 14 décembre 2022 et les ententes de gestion sont valide respectivement jusqu'au 31 décembre 2023 et jusqu'au 31 décembre 2021.

Les montants des droits contractuels relativement à ces ententes sont les suivants :

	2020	2021	2022	2023
Location de local	27 000 $	27 000 $	27 000 $	
Entente de gestion # 1	38 023	38 023	38 023	38 023
Entente de gestion # 2	12 638	12 638	-	-
Total	77 661 $	77 661 $	65 023 $	38 023 $

De plus, dans le cadre d'un programme de subvention sur les infrastructures, la municipalité et les gouvernements du Québec et du Canada ont signé un protocole d'entente dans lequel les gouvernements s'engagent à verser une somme de 2 456 443 $ pour des travaux. La municipalité doit également investir une somme de 1 769 875 $ dans ces travaux. Les travaux doivent être exécutés avant le 31 décembre 2023. À la date des états financiers, une somme de 462 820 $ a été constatée à titre de revenu.

20. Passifs éventuels

S.O.

a) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements 2019	Solde des cautionnements 2018

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

S.O.

b) Auto-assurance

S.O.

c) Poursuites

S.O.

d) Autres

Griefs

Un avis de grief alléguant le non respect de la convention collective a été déposé par le syndicat des employés de la municipalité pour un montant indéterminé. Étant dans l'impossibilité de prévoir le dénouement de ce grief, aucune provision n'a, en conséquence, été comptabilisée aux états financiers. Advenant un accueil favorable de ce grief syndical, la charge en résultant serait imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.

21. Actifs éventuels

S.O.

22. Redressement aux exercices antérieurs

Le solde de l'excédent accumulé au 1er janvier 2019 a été redressé d'un montant de 505 $ afin de corriger une mauvaise imputation au niveau du solde de l'Investissement net dans les immobilisations et autres actifs.

23. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et du budget adopté par les organismes contrôlés, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale et également présentés dans les informations sectorielles.

24. Instruments financiers

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

25 Données comparatives

À des fins de comparaison avec celles de l'exercice courant, certaines données des réalisations de 2018 et du budget 2019 ont été reclassées ou regroupées.

26 Événements postérieurs à la date du bilan

En mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a déclaré l'éclosion d'un nouveau coronavirus (COVID-19) comme pandémie mondiale, qui continue de se propager au Canada et dans le monde.

En date du 22 juin 2020, l'entité est au courant de changements dans ses activités à la suite de la crise de la COVID-19, notamment la restriction de l'accès à ses bureaux jusqu'au 25 mai 2020.

La direction n'est pas certaine de l'incidence de ces changements sur ses états financiers consolidés et croit que toute perturbation pourrait être temporaire; cependant, il existe une incertitude quant à la durée et à l'impact potentiel de cette perturbation.

En conséquence, nous ne sommes pas en mesure d'estimer l'impact potentiel sur les activités de l'entité en date de ces états financiers.

S12

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Réalisations 2018	Budget 2019	Réalisations 2019			
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé [1]
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	7 030 277	7 110 954	7 181 648			7 181 648
Compensations tenant lieu de taxes	2	91 785	91 739	95 196			95 196
Quotes-parts	3					1 544 633	
Transferts	4	274 727	234 747	543 602		46 735	590 337
Services rendus	5	590 944	537 874	601 603		62 167	613 109
Imposition de droits	6	515 983	413 800	494 123			494 123
Amendes et pénalités	7	6 076	5 000	166		103 686	103 852
Revenus de placements de portefeuille	8	21 105		12 614			12 614
Autres revenus d'intérêts	9	86 020	65 813	106 826		28	106 854
Autres revenus	10	36 824	10 500	22 721		(405)	22 316
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	8 653 741	8 470 427	9 058 499		1 756 844	9 220 049
Investissement							
Taxes	13			53 000			53 000
Quotes-parts	14						
Transferts	15	167 863		462 820			462 820
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17	2 441 928					
Autres	18	245 043		176 695		13 050	189 745
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20	2 854 834		692 515		13 050	705 565
	21	11 508 575	8 470 427	9 751 014		1 769 894	9 925 614
Charges							
Administration générale	22	1 268 047	1 340 260	1 320 623	70 029		1 390 652
Sécurité publique	23	1 859 649	1 839 336	1 956 153	68 553	1 504 959	2 222 553
Transport	24	1 323 147	1 447 181	1 479 665	261 378		1 741 043
Hygiène du milieu	25	2 065 746	1 480 844	1 777 870	537 226	595 288	2 622 202
Santé et bien-être	26	52 772	52 954	51 923			51 923
Aménagement, urbanisme et développement	27	376 382	392 852	453 372	4 374		457 746
Loisirs et culture	28	886 953	941 309	980 235	159 987		1 140 222
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	130 273	133 263	161 397		32 293	193 690
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32	994 693	920 166	1 101 547	(1 101 547)		
	33	8 957 662	8 548 165	9 282 785		2 132 540	9 820 031
Excédent (déficit) de l'exercice	34	2 550 913	(77 738)	468 229		(362 646)	105 583

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

S13

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Réalisations 2018	Budget 2019	Réalisations 2019		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé [1]
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 550 913	(77 738)	468 229	(362 646)	105 583
Moins: revenus d'investissement	2	(2 854 834)	( )	(692 515)	(13 050)	(705 565)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(303 921)	(77 738)	(224 286)	(375 696)	(599 982)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
Ajouter (déduire)						
Immobilisations						
Amortissement	4	994 693	920 166	1 101 547	660 671	1 762 218
Produit de cession	5	2 000		17 848	14 418	32 266
(Gain) perte sur cession	6	18 508		(14 226)	600	(13 626)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	1 015 201	920 166	1 105 169	675 689	1 780 858
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15					
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	(512 228)	(624 109)	(547 752)	(241 262)	(789 014)
	18	(512 228)	(624 109)	(547 752)	(241 262)	(789 014)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(8 258)	(123 000)	(7 681)	(38 049)	(45 730)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	236 680		8 919	5 800	14 719
Excédent de fonctionnement affecté	21	313 068	12 500	76 809	9 875	86 684
Réserves financières et fonds réservés	22	(132 680)	(107 819)	(24 099)		(24 099)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23				(7 438)	(7 438)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	408 810	(218 319)	53 948	(29 812)	24 136
	26	911 783	77 738	611 365	404 615	1 015 980
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	607 862		387 079	28 919	415 998

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Réalisations 2018	Réalisations 2019		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé [1]
Revenus d'investissement	1	2 854 834	692 515	13 050	705 565
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
Ajouter (déduire)					
Immobilisations					
Acquisition					
Administration générale	2	(491 703)	(178 575)	( )	(178 575)
Sécurité publique	3	(151 987)	(62 930)	(70 564)	(133 494)
Transport	4	(1 000 742)	(966 347)	( )	(966 347)
Hygiène du milieu	5	(2 162 037)	(148 571)	(12 151)	(160 722)
Santé et bien-être	6	( )	( )	( )	( )
Aménagement, urbanisme et développement	7	( )	(58 596)	( )	(58 596)
Loisirs et culture	8	(244 015)	(171 610)	( )	(171 610)
Réseau d'électricité	9	( )	( )	( )	( )
	10	(4 050 484)	(1 586 629)	(82 715)	(1 669 344)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	11	( )	( )	( )	( )
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	12	( )	( )	( )	( )
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	13	(51 238)	1 692 733		1 692 733
Affectations					
Activités de fonctionnement	14	8 258	7 681	38 049	45 730
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	15		123 132	29 723	152 855
Excédent de fonctionnement affecté	16		11 194		11 194
Réserves financières et fonds réservés	17	135 768	223 612	1 893	225 505
	18	144 026	365 619	69 665	435 284
	19	(3 957 696)	471 723	(13 050)	458 673
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(1 102 862)	1 164 238		1 164 238

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2018	2019		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé [1]
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	538 948	420 520	375 688	796 208
Débiteurs (note 5)	2	3 127 592	3 212 583	208 734	3 406 760
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4		1 008 539		1 008 539
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
Autres actifs financiers (note 9)	7				
	8	3 666 540	4 641 642	584 422	5 211 507
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10		168 263		168 263
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	1 261 333	885 692	315 997	1 187 132
Revenus reportés (note 12)	12	111 255	392 290	3 192	395 482
Dette à long terme (note 13)	13	4 660 594	5 697 932	480 101	6 178 033
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14			107 210	107 210
	15	6 033 182	7 144 177	906 500	8 036 120
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(2 366 642)	(2 502 535)	(322 078)	(2 824 613)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	17	23 729 710	24 211 170	3 185 188	27 396 358
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18				
Stocks de fournitures	19	60 808	82 691		82 691
Autres actifs non financiers (note 17)	20	47 264	148 548	13 188	161 736
	21	23 837 782	24 442 409	3 198 376	27 640 785
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	888 614	1 135 594	96 481	1 232 075
Excédent de fonctionnement affecté	23	331 643	282 837	20 994	303 831
Réserves financières et fonds réservés	24	1 482 805	1 331 821	40 395	1 372 216
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(121 862)	(103 981)	(84 536)	(188 517)
Financement des investissements en cours	26	(1 615 868)	(531 308)		(531 308)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	20 505 808	19 824 911	2 802 964	22 627 875
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	21 471 140	21 939 874	2 876 298	24 816 172

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
Rémunération	1	1 644 490	1 727 875	2 784 080	2 481 906
Charges sociales	2	320 818	337 393	584 862	528 932
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	3				
Ententes de services					
Services de transport collectif	4				
Autres services	5	170 626	181 948	181 948	178 077
Autres biens et services	6	2 998 303	3 426 370	3 511 611	3 446 401
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	7	109 380	111 804	129 553	148 556
D'autres organismes municipaux	8				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	9	23 883	49 593	54 340	36 586
D'autres tiers	10				
Autres frais de financement	11			9 797	3 155
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	12	2 298 199	2 300 255	755 622	767 476
Transferts	13				
Autres	14				
Autres organismes					
Transferts	15				
Autres	16	35 800	46 000	46 000	39 136
Amortissement des immobilisations	17	920 166	1 101 547	1 762 218	1 683 150
Autres					
- Créances douteuses	18				1 720
- Autres réclamations dommages	19	1 500			
- Subvention	20	25 000			5 050
	21	8 548 165	9 282 785	9 820 031	9 320 145

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus sur les placements de portefeuille	1		
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2		
Autres revenus	3		
	4		
Charges			
Créances douteuses			
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5		
Variation de la provision pour moins-value	6		
	7		
Autres charges	8		
	9		
Excédent (déficit) de l'exercice	10		
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11		
Placements de portefeuille	12		
Débiteurs	13		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14		
Provision pour moins-value	15	( )	( )
	16		
	17		
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	18		
Revenus reportés	19		
Dette à long terme	20		
	21		
Solde du Fonds local d'investissement	22		

VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	23	
Supportant les engagements de prêts	24	
Supportant les garanties de prêts	25	
	26	

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus sur les placements de portefeuille	1		
Revenus sur les prêts aux entreprises	2		
Autres revenus	3		
	4		
Charges			
Créances douteuses			
Radiation de prêts	5		
Variation de la provision pour moins-value	6		
	7		
Intérêts sur la dette à long terme	8		
Autres charges	9		
	10		
Excédent (déficit) de l'exercice	11		
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12		
Placements de portefeuille	13		
Débiteurs	14		
Prêts aux entreprises	15		
Provision pour moins-value	16	( )	( )
	17		
	18		
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	19		
Revenus reportés	20		
Dette à long terme	21		
	22		
Solde du Fonds local de solidarité			
Excédent affecté aux prêts aux entreprises	23		
Excédent (déficit) non affecté	24		
	25		
VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
Libres	26		
Supportant les engagements de prêts	27		
	28		

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus provenant de la gestion foncière	1		
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2		
	3		
Charges			
Frais de gestion			
Salaires	4		
Créances douteuses	5		
Autres frais de gestion	6		
	7		
Activités et projets de mise en valeur du territoire			
-	8		
-	9		
-	10		
-	11		
-	12		
-	13		
	14		
	15		
Excédent (déficit) de l'exercice	16		
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	17		
Placements de portefeuille	18		
Débiteurs	19		
Provision pour créances douteuses	20	( )	( )
	21		
Autres	22		
	23		
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	24		
Créditeurs et charges à payer	25		
Revenus reportés			
Provenant de la gestion foncière	26		
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	27		
Autres	28		
Autres	29		
	30		
Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	31		

Note sur les autres actifs

Note sur les créditeurs et charges à payer

Note sur les autres revenus reportés

Note sur les autres passifs

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	1 232 075	1 008 824
Excédent de fonctionnement affecté	2	303 831	341 518
Réserves financières et fonds réservés	3	1 372 216	1 528 962
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(188 517)	(213 836)
Financement des investissements en cours	5	(531 308)	(1 615 868)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	22 627 875	23 660 484
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	24 816 172	24 710 084
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	1 135 594	888 614
Organismes contrôlés et partenariats [1]	10	96 481	120 210
	11	1 232 075	1 008 824
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
- Aqueduc	12		23 055
- Égout	13	129 825	155 576
- Disposition Boues	14	48 944	48 944
- Transport en commun	15	104 068	104 068
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21	282 837	331 643
Organismes contrôlés et partenariats [1]			
- Régie de police	22	20 994	9 875
-	23		
-	24		
	25	20 994	9 875
	26	303 831	341 518
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
- Élections	27	25 000	12 500
- Patrimoine	28		69 950
-	29		
-	30		
-	31		
	32	25 000	82 450
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	753 451	869 144
Organismes contrôlés et partenariats	38	27 264	32 137
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39		
Organismes contrôlés et partenariats	40	13 131	14 020
Montant non réservé			
Administration municipale	41	553 370	531 211
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
-	45		
-	46		
	47	1 347 216	1 446 512
	48	1 372 216	1 528 962

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49	( )	( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50	( )	( )
Avantages postérieurs au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51	( )	( )
Autres	52	(84 536)	(91 974)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53	( )	( )
	54	(84 536)	(91 974)
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55	( )	( )
Assainissement des sites contaminés	56	( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57	( )	( )
Autres			
-	58	( )	( )
-	59	( )	( )
	60	(84 536)	(91 974)
Mesures d'allègement fiscal transitoires			
Modifications comptables du 1er janvier 2000			
Salaires et avantages sociaux	61	( )	( )
Intérêts sur la dette à long terme	62	( )	( )
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	63	( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	64	( )	( )
Mesure relative aux frais reportés	65	( )	( )
Autres			
-	66	( )	( )
-	67	( )	( )
	68	( )	( )
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure transitoire relative à la TVQ	69	( )	( )
Frais d'émission de la dette à long terme	70	( )	( )
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71	( )	( )
Autres			
- Autres	72	(103 981)	(121 862)
-	73	( )	( )
	74	(103 981)	(121 862)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	75		
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76		
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	77		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78		
Autres			
-	79		
	80		
	81	(188 517)	(213 836)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	82	95 765	71 795
Investissements à financer	83	(627 073)	(1 687 663)
	84	(531 308)	(1 615 868)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations	85	27 396 358	27 507 872
Propriétés destinées à la revente	86		
Prêts	87		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89		
	90	27 396 358	27 507 872
Ajustements aux éléments d'actif	91		
	92	27 396 358	27 507 872
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	93	(6 178 033)	(5 603 717)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94	(29 431)	(4 348)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	1 335 000	1 608 066
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	103 981	153 116
	98	(4 768 483)	(3 846 883)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99	( )	(505)
	100	(4 768 483)	(3 847 388)
	101	22 627 875	23 660 484

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

		Régimes de retraite enregistrés		Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2019	2018
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3	(114 827)	(132 304)
Charge de l'exercice	4	(93 634)	(78 729)
Cotisations versées par l'employeur	5	101 251	96 206
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	(107 210)	(114 827)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	4 588 761	3 973 096
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	(4 588 761)	(4 148 016)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		(174 920)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	(107 210)	60 093
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	(107 210)	(114 827)
Provision pour moins-value	12	( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	(107 210)	(114 827)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		2
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		3 973 096
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	( )	(4 148 016)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	( )	(174 920)
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	172 712	165 484
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20	172 712	165 484
Cotisations salariales des employés	21	(93 214)	(85 344)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	( )	( )
	23	79 498	80 140
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	4 339	(4 373)
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres			
-	29		
-	30		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	83 837	75 767
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	250 250	240 233
Rendement espéré des actifs	33	(240 453)	(237 271)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	9 797	2 962
Charge de l'exercice	35	93 634	78 729

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	589 516	(21 853)
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	(240 453)	(237 271)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	349 063	(259 124)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39	(186 568)	127 382
Prestations versées au cours de l'exercice	40	136 322	141 629
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite non capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	230 096	8 605
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	14	15
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	6,05 %	6,05 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	6,05 %	6,05 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	2,93 %	2,93 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	2,20 %	2,20 %
Autres hypothèses économiques			
-	51		
-	52		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

		Régimes d'avantages complémentaires de retraite		Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53		54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

		2019	2018
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	55		
Charge de l'exercice	56	( )	( )
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60	( )	( )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63		
Provision pour moins-value	64	( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes et avantages en cause	66		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68	( )	( )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69	( )	( )
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	( )	( )
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	( )	( )
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
Autres			
-	81		
-	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85	( )	( )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	( )	( )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
-	104		
-	105		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 1

Description des régimes et autres renseignements

Le régime de retraite des employés municipaux est à cotisations déterminées.
Le taux de cotisation des employés syndiqués est de 7.5% de la rémunération de base et le taux de cotisation de l'employeur est de 7.5%.
Pour le personnel cadre, le taux de cotisation des employés est de 6% de la rémunération de base et le taux de cotisation de l'employeur est de 6.5% pour le personnel cadre ayant moins de 3 années d'ancienneté et de 7.5% pour le personnel ayant plus de 3 années d'ancienneté.

		2019	2018
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime volontaire d'épargne-retraite	108		
Régime de retraite simplifié	109		
Régime de retraite par financement salarial	110		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	111		
Autres régimes	112	74 132	67 026
	113	74 132	67 026

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 114

Description des régimes et autres renseignements

		2019	2018
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	115		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2019	2018
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	116	7	7

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2019	2018
Cotisations des élus au RREM	117	4 872	3 676
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	118	16 419	12 389
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	119	5 980	6 253
	120	22 399	18 642

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

TAXES		Administration municipale Budget 2019	Administration municipale Réalisations 2019	Données consolidées Réalisations 2019	Données consolidées Réalisations 2018
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	5 294 216	5 341 979	5 341 979	5 153 685
Taxes spéciales					
Service de la dette	2				
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5				
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7		53 000	53 000	
Autres	8				
	9	5 294 216	5 394 979	5 394 979	5 153 685
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	316 046	321 499	321 499	288 110
Égout	11	238 140	240 780	240 780	236 782
Traitement des eaux usées	12	315 450	317 023	317 023	358 202
Matières résiduelles	13	625 265	635 471	635 471	633 210
Autres					
-	14				
-	15				
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17	31 000	33 021	33 021	31 988
Service de la dette	18	290 837	291 875	291 875	328 300
Pouvoir général de taxation	19				
Activités de fonctionnement	20				
Activités d'investissement	21				
	22	1 816 738	1 839 669	1 839 669	1 876 592
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	23				
Autres	24				
	25				
	26	1 816 738	1 839 669	1 839 669	1 876 592
	27	7 110 954	7 234 648	7 234 648	7 030 277

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Administration municipale Budget 2019	Administration municipale Réalisations 2019	Données consolidées Réalisations 2019	Données consolidées Réalisations 2018
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES					
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement					
Taxes sur la valeur foncière	28		851	851	
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	29				
Taxes d'affaires	30				
Compensations pour les terres publiques	31				
	32		851	851	
Immeubles des réseaux					
Santé et services sociaux	33	7 614	7 799	7 799	7 614
Cégeps et universités	34				
Écoles primaires et secondaires	35	84 125	86 546	86 546	84 171
	36	91 739	94 345	94 345	91 785
Autres immeubles					
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux					
Taxes sur la valeur foncière	37				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	38				
Taxes d'affaires	39				
	40				
	41	91 739	95 196	95 196	91 785
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES					
Taxes sur la valeur foncière	42				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	43				
Taxes d'affaires	44				
	45				
ORGANISMES MUNICIPAUX					
Taxes sur la valeur foncière	46				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	47				
	48				
AUTRES					
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49				
Autres	50				
	51				
	52	91 739	95 196	95 196	91 785

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

TRANSFERTS		Administration municipale Budget 2019	Administration municipale Réalisations 2019	Données consolidées Réalisations 2019	Données consolidées Réalisations 2018
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT					
Administration générale	53		16 519	16 519	
Sécurité publique					
Police	54			41 988	
Sécurité incendie	55				
Sécurité civile	56	5 000	84 964	84 964	12 517
Autres	57				
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	58	10 205	32 248	32 248	11 016
Enlèvement de la neige	59				
Autres	60				
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	61				
Transport adapté	62				
Transport scolaire	63				
Autres	64				
Transport aérien	65				
Transport par eau	66				
Autres	67				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68				
Réseau de distribution de l'eau potable	69	4 641	4 641	4 641	6 107
Traitement des eaux usées	70			4 747	10 722
Réseaux d'égout	71	9 334	9 334	9 334	10 132
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	72	76 082	85 393	85 393	80 266
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	73				
Tri et conditionnement	74				
Autres	75				3 390
Autres	76				3 240
Cours d'eau	77				
Protection de l'environnement	78				
Autres	79				
Santé et bien-être					
Logement social	80				
Sécurité du revenu	81				
Autres	82				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	83				
Rénovation urbaine	84				
Promotion et développement économique	85		29 270	29 270	
Autres	86				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	87	11 386	28 896	28 896	19 643
Activités culturelles					
Bibliothèques	88	15 000	21 765	21 765	20 024
Autres	89				
Réseau d'électricité	90				
	91	131 648	313 030	359 765	177 057

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Administration municipale Budget 2019	Administration municipale Réalisations 2019	Données consolidées Réalisations 2019	Données consolidées Réalisations 2018
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT					
Administration générale	92				51 238
Sécurité publique					
Police	93				
Sécurité incendie	94				
Sécurité civile	95				
Autres	96				
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	97		347 573	347 573	124 051
Enlèvement de la neige	98				
Autres	99				
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	100				
Transport adapté	101				
Transport scolaire	102				
Autres	103				
Transport aérien	104				
Transport par eau	105				
Autres	106				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107		115 247	115 247	(7 426)
Réseau de distribution de l'eau potable	108				
Traitement des eaux usées	109				
Réseaux d'égout	110				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	111				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	112				
Tri et conditionnement	113				
Autres	114				
Autres	115				
Cours d'eau	116				
Protection de l'environnement	117				
Autres	118				
Santé et bien-être					
Logement social	119				
Sécurité du revenu	120				
Autres	121				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	122				
Rénovation urbaine	123				
Promotion et développement économique	124				
Autres	125				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	126				
Activités culturelles					
Bibliothèques	127				
Autres	128				
Réseau d'électricité	129				
	130		462 820	462 820	167 863

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Administration municipale Budget 2019	Administration municipale Réalisations 2019	Données consolidées Réalisations 2019	Données consolidées Réalisations 2018
TRANSFERTS DE DROIT					
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131				
Péréquation	132				
Neutralité	133				
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134				
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	102 784	111 738	111 738	108 077
Fonds de développement des territoires	136				
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137				
Autres	138	315	118 834	118 834	315
	139	103 099	230 572	230 572	108 392
TOTAL DES TRANSFERTS	140	234 747	1 006 422	1 053 157	453 312

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

SERVICES RENDUS		Administration municipale Budget 2019	Administration municipale Réalisations 2019	Données consolidées Réalisations 2019	Données consolidées Réalisations 2018
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX					
Administration générale					
Greffe et application de la loi	141				
Évaluation	142				
Autres	143				
	144				
Sécurité publique					
Police	145			62 167	61 049
Sécurité incendie	146	43 000	67 073	67 073	49 540
Sécurité civile	147				
Autres	148				
	149	43 000	67 073	129 240	110 589
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	150				
Enlèvement de la neige	151	4 725	4 730	4 730	4 679
Autres	152				
Transport collectif	153				
Autres	154				
	155	4 725	4 730	4 730	4 679
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156	121 594	131 582	118 944	136 811
Réseau de distribution de l'eau potable	157				
Traitement des eaux usées	158	42 599	42 785	4 762	21 839
Réseaux d'égout	159				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	160				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	161				
Tri et conditionnement	162				
Autres	163				
Autres	164				
Cours d'eau	165				
Protection de l'environnement	166				
Autres	167				
	168	164 193	174 367	123 706	158 650
Santé et bien-être					
Logement social	169				
Autres	170				
	171				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	172				
Rénovation urbaine	173				
Promotion et développement économique	174				
Autres	175				
	176				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	177				
Activités culturelles					
Bibliothèques	178				
Autres	179				
	180				
Réseau d'électricité	181				
	182	211 918	246 170	257 676	273 918

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Administration municipale Budget 2019	Administration municipale Réalisations 2019	Données consolidées Réalisations 2019	Données consolidées Réalisations 2018
AUTRES SERVICES RENDUS					
Administration générale					
Greffe et application de la loi	183				
Évaluation	184				
Autre	185	53 156	67 583	67 583	40 193
	186	53 156	67 583	67 583	40 193
Sécurité publique					
Police	187				
Sécurité incendie	188				
Sécurité civile	189				
Autres	190				
	191				
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	192				
Enlèvement de la neige	193				
Autres	194	4 500	5 018	5 018	7 920
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	195				
Transport adapté	196				
Transport scolaire	197				
Autres	198				
Autres	199				
	200	4 500	5 018	5 018	7 920
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	201				
Réseau de distribution de l'eau potable	202		120	120	
Traitement des eaux usées	203				
Réseaux d'égout	204	26 000	35 910	35 910	28 576
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	205		4 475	4 475	8 895
Matières recyclables	206				
Autres	207	2 000	2 796	2 796	2 756
Cours d'eau	208				
Protection de l'environnement	209				
Autres	210				
	211	28 000	43 301	43 301	40 227
Santé et bien-être					
Logement social	212				
Sécurité du revenu	213				
Autres	214				
	215				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	216				
Rénovation urbaine	217				
Promotion et développement économique	218				
Autres	219				
	220				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	221	231 000	221 435	221 435	216 888
Activités culturelles					
Bibliothèques	222	800	2 282	2 282	5 583
Autres	223	8 500	15 814	15 814	8 585
	224	240 300	239 531	239 531	231 056
Réseau d'électricité	225				
	226	325 956	355 433	355 433	319 396
TOTAL DES SERVICES RENDUS	227	537 874	601 603	613 109	593 314

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
IMPOSITION DE DROITS					
Licences et permis	228	32 800	36 196	36 196	31 620
Droits de mutation immobilière	229	381 000	457 927	457 927	484 363
Droits sur les carrières et sablières	230				
Autres	231				
	232	413 800	494 123	494 123	515 983
AMENDES ET PÉNALITÉS	233	5 000	166	103 852	110 593
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	234		12 614	12 614	21 105
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	235	65 813	106 826	106 854	86 020
AUTRES REVENUS					
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	236		14 226	13 626	(18 998)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	237				
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	238				
Contributions des promoteurs	239				2 441 928
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	240				
Contributions des organismes municipaux	241	7 500	6 413	6 413	16 000
Autres contributions	242		170 282	170 282	245 043
Redevances réglementaires	243				
Autres	244	3 000	8 495	21 740	39 611
	245	10 500	199 416	212 061	2 723 584
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	246				

S28-1

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2019	Réalisations 2019			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2019	2018
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	174 472	178 392		178 392	178 392	148 203
Greffe et application de la loi	2	13 701	8 919		8 919	8 919	3 769
Gestion financière et administrative	3	502 260	501 060		501 060	501 060	476 538
Évaluation	4	243 888	244 072		244 072	244 072	241 703
Gestion du personnel	5	13 270	14 392		14 392	14 392	13 795
Autres							
- Autres	6	392 669	373 788	70 029	443 817	443 817	440 283
-	7						
	8	1 340 260	1 320 623	70 029	1 390 652	1 390 652	1 324 291
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	1 431 042	1 418 434		1 418 434	1 616 281	1 451 500
Sécurité incendie	10	346 823	416 027	68 553	484 580	484 580	414 882
Sécurité civile	11	27 825	91 926		91 926	91 926	60 635
Autres	12	33 646	29 766		29 766	29 766	28 339
	13	1 839 336	1 956 153	68 553	2 024 706	2 222 553	1 955 356
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	621 688	594 984	255 121	850 105	850 105	704 775
Enlèvement de la neige	15	366 535	427 103		427 103	427 103	376 387
Éclairage des rues	16	58 130	65 806	4 900	70 706	70 706	58 389
Circulation et stationnement	17	32 000	27 872	250	28 122	28 122	30 106
Transport collectif							
Transport en commun	18	368 828	363 900	1 107	365 007	365 007	374 602
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	1 447 181	1 479 665	261 378	1 741 043	1 741 043	1 544 259

22-1

S28-2

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2019	Réalisations 2019			Réalisations 2019	Réalisations 2018
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	228 179	245 213	17 598	262 811	262 811	268 704
Réseau de distribution de l'eau potable	24	172 862	341 516	217 911	559 427	559 427	448 019
Traitement des eaux usées	25	249 438	265 545		265 545	572 651	787 201
Réseaux d'égout	26	180 924	220 646	293 471	514 117	514 117	492 006
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	95 269	115 681		115 681	115 681	308 361
Élimination	28	129 842	106 040		106 040	106 040	103 123
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	108 179	168 421	6 166	174 587	174 587	144 439
Tri et conditionnement	30						
Matières organiques							
Collecte et transport	31	110 199	107 802		107 802	107 802	157 975
Traitement	32	55 433	55 626		55 626	55 626	50 110
Matériaux secs	33	57 023	63 154		63 154	63 154	32 949
Autres	34	23 722	26 935	1 811	28 746	28 746	15 295
Plan de gestion	35	4 950	5 718		5 718	5 718	5 003
Autres	36						
Cours d'eau	37	17 386	12 163		12 163	12 163	3 630
Protection de l'environnement	38	47 438	43 410	269	43 679	43 679	25 199
Autres	39						
	40	1 480 844	1 777 870	537 226	2 315 096	2 622 202	2 842 014
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41	52 954	51 923		51 923	51 923	52 772
Sécurité du revenu	42						
Autres	43						
	44	52 954	51 923		51 923	51 923	52 772
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	337 456	428 742	4 374	433 116	433 116	360 507
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46	25 280					5 330
Autres biens	47						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	16 936	14 936		14 936	14 936	331
Tourisme	49	13 180	9 694		9 694	9 694	16 044
Autres	50						
Autres	51						
	52	392 852	453 372	4 374	457 746	457 746	382 212

22-2

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2019	Réalisations 2019			Réalisations 2019	Réalisations 2018
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	64 666	69 685		69 685	69 685	68 394
Patinoires intérieures et extérieures	54	67 519	68 948	3 589	72 537	72 537	71 290
Piscines, plages et ports de plaisance	55						
Parcs et terrains de jeux	56	413 482	424 137		424 137	424 137	371 746
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58						
Autres	59	237 457	266 573	154 116	420 689	420 689	356 227
	60	783 124	829 343	157 705	987 048	987 048	867 657
Activités culturelles							
Centres communautaires	61						
Bibliothèques	62	152 465	149 560	2 282	151 842	151 842	156 633
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63	2 500					2 575
Autres ressources du patrimoine	64	3 220	982		982	982	4 079
Autres	65		350		350	350	
	66	158 185	150 892	2 282	153 174	153 174	163 287
	67	941 309	980 235	159 987	1 140 222	1 140 222	1 030 944
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	69	133 263	154 180		154 180	168 927	183 506
Autres frais	70		7 217		7 217	14 966	1 636
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71					9 797	2 962
Autres	72						193
	73	133 263	161 397		161 397	193 690	188 297
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	75	920 166	1 101 547	(1 101 547)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Saint-Joseph-du-Lac

Code géographique : 72025

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

Affaires municipales
et Habitation
Québec

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Autres renseignements financiers consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	4
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	4
Analyse de la dette à long terme consolidée	5
Endettement total net à long terme consolidé	6
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	7
Autres renseignements financiers non consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	9
Analyse de la rémunération non consolidée	10
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	12
Rémunération des élus	13
Questionnaire	14

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1		10 258	1 061 437
Usines de traitement de l'eau potable	2	115 247	115 247	
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4			1 088 288
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	976 912	976 912	1 021 323
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	57 280	57 280	160 955
Autres infrastructures	11	8 413	8 413	
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	207 043	208 936	465 793
Édifices communautaires et récréatifs	14			
Améliorations locatives	15		17 416	1 236
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	150 986	182 346	237 755
Ameublement et équipement de bureau	18	52 216	56 481	17 965
Machinerie, outillage et équipement divers	19	18 532	36 055	48 892
Terrains	20			11 500
Autres	21			
	22	1 586 629	1 669 344	4 115 144

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23		10 258	251 893
Usines de traitement de l'eau potable	24	115 247	115 247	
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26			12 525
Autres infrastructures	27	1 042 605	1 042 605	625 657
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			809 544
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			1 075 763
Autres infrastructures	32			556 621
Autres immobilisations	33	428 777	501 234	783 141
	34	1 586 629	1 669 344	4 115 144

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Solde au 1er janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	321 896	233 221	(824 135)	1 379 252
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	3 646 849	1 459 512	1 613 149	3 493 212
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	3 968 745	1 692 733	789 014	4 872 464
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	1 119 236	133 767	323 953	929 050
Organismes municipaux	10	488 830		82 880	405 950
Autres tiers	11				
	12	1 608 066	133 767	406 833	1 335 000
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13	31 254		31 254	
	14	1 639 320	133 767	438 087	1 335 000
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	1 639 320	133 767	438 087	1 335 000
	19	5 608 065	1 826 500	1 227 101	6 207 464
Dette en cours de refinancement	20	( )		( )	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	5 608 065	1 826 500	1 227 101	6 207 464

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	5 726 900
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	576 554
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	
Débiteurs	9	1 236 660
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	10	
Autres montants	11	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	
Autres		
-	13	
-	14	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	5 066 794
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats	16	199 075
Endettement net à long terme	17	5 265 869
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	18	
Communauté métropolitaine	19	38 827
Autres organismes	20	553 832
Endettement total net à long terme	21	5 858 528
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	23	
	24	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	5 858 528
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
Administration générale					
Greffe et application de la loi	1				
Évaluation	2	242 888	243 125	243 125	240 763
Autres	3	98 380	100 397	100 397	92 765
Sécurité publique					
Police	4	1 320 416	1 307 112		
Sécurité incendie	5				
Sécurité civile	6				1 986
Autres	7				
Transport					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9	338 985	338 566	338 566	348 368
Autres	10				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11	222 965	237 521		
Matières résiduelles	12				
Cours d'eau	13	2 386	2 386	2 386	1 656
Protection de l'environnement	14				
Autres	15				
Santé et bien-être					
Logement social	16	52 954	51 923	51 923	52 772
Autres	17				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18	4 289	4 289	4 289	29 166
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20	14 936	14 936	14 936	
Autres	21				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22				
Activités culturelles	23				
Réseau d'électricité	24				
	25	2 298 199	2 300 255	755 622	767 476

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		2019	2018
Rémunération	1		8 577
Charges sociales	2		2 220
Biens et services	3	1 586 629	4 039 687
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	1 586 629	4 050 484

S43

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

Administration municipale		Effectifs personnes/ année [2]	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total [1]
Cadres et contremaîtres	1	7,00	34,00	12 902,00	548 776	115 471	664 247
Professionnels	2						
Cols blancs	3	10,00	34,00	17 105,00	406 763	91 288	498 051
Cols bleus	4	14,00	39,00	18 280,00	375 842	66 117	441 959
Policiers	5						
Pompiers	6	27,00	5,00	6 501,00	266 653	36 671	303 324
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	58,00		54 788,00	1 598 034	309 547	1 907 581
Élus	9	8,00			129 841	27 846	157 687
	10	66,00			1 727 875	337 393	2 065 268

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12		28 696	86 551		115 247
Réseau de distribution de l'eau potable	13	4 641				4 641
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15	9 334				9 334
Autres	16	355 819	86 546	270 527	164 308	877 200
	17	369 794	115 242	357 078	164 308	1 006 422

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		2019	2018
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	16 642	193
	4	16 642	193
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	7 555	4 140
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	7 555	4 140
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	20 558	16 450
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	20 558	16 450
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	29 306	26 499
Réseau de distribution de l'eau potable	17	20 963	24 317
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19	17 630	23 067
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21	2 482	2 832
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	70 381	76 715
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	46 261	32 775
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39	46 261	32 775
Réseau d'électricité	40		
	41	161 397	130 273

EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		2019		2018
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Ventes d'électricité				
Domestique et agricole	1			
Générale et institutionnelle	2			
Industrielle	3			
Autres	4			
Autres revenus	5			
	6			
Charges				
Achat d'énergie	7			
Taxe sur le revenu brut	8			
Frais d'exploitation	9			
Autres frais	10			
Frais de financement	11			
Amortissement des immobilisations	12			
	13			
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	( )	( )	( )
	15			
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16			
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
Ajouter (déduire)				
Immobilisations				
Amortissement	17			
Produit de cession	18			
(Gain) perte sur cession	19			
Réduction de valeur	20			
	21			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22			
Remboursement de la dette à long terme	23	( )	( )	( )
	24			
Affectations				
Activités d'investissement	25	( )	( )	( )
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26			
Excédent de fonctionnement affecté	27			
Réserves financières et fonds réservés	28			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30			
	31			
	32			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33			

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS[1]
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Benoît Proulx, maire	30 924	15 462
Nicolas Villeneuve, conseiller	9 415	3 111
Michel Thorn, conseiller	9 551	4 775
Louis-Philippe Marineau, conseiller	9 417	4 709
Régent Aubertin, conseiller	9 333	4 667
Alexandre Dussault, conseiller	9 333	4 667
Marie-Josée Archetto, conseillère	9 333	4 667
Alexandra Lauzon, conseillère	2 333	1 167

Note

Le maire a reçu de la MRC, 6,000.02$ en rémunération et 2,999.88$ en allocation de dépenses.
Ces montants sont inclus dans les cases ci-haut.

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

Organisme Saint-Joseph-du-Lac Code géographique 72025

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		OUI	NON	S.O.
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	1 400 000 $		
2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMH?	2 / 3 / 4		X	

Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	5 / 6	X		
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	7	6 504 $		
4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	8 / 9	X		
5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :				
a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3ème paragraphe du 2ème alinéa de l'article 117.1 LAU.	10 / 11	X		
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	12	385 988 $		
b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 $ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.	13 / 14	X		
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	15	10 926 $		
c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).	16 / 17		X	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	18	$		
d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).	19 / 20		X	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	21	$		

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		OUI	NON
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?	22 / 23		X
Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?	24 / 25		
Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :			
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu:			
a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	26 / 27		X
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	28		$
b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	29 / 30		X
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	31		$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	32 / 33	X	
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	34	14 382	$
b) autres formes d'aide	35		$
9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019			
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2019	36		
Facteur comparatif de 2019	37		
Valeur uniformisée	38		

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2019 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ — 39 _____ $

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver — 40 _____ $
- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver — 41 _____ $

b) Dépenses d'investissement — 42 _____ $

c) Total des frais encourus admissibles — 43 _____ $

d) Description des dépenses d'investissement :

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 43 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 39, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution — 44 _____

b) Date d'adoption de la résolution — 45 _____

		OUI		NON
11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?	46	X	47	

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution — 48 343-10-2019

b) Date d'adoption de la résolution — 49 2019-10-01

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		OUI	NON
12. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens			
a) La municipalité a-t-elle adopté un règlement municipal plus sévère que le règlement du gouvernement du Québec?	50 / 51	☐	☐
b) Nombre de chiens enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019	52		
c) Nombre de chiens potentiellement dangereux enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019	53		
Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice			
d) Nombre de signalements émis par un médecin vétérinaire (art. 2)	54		
e) Nombre de signalements émis par un médecin (art. 3)	55		
Mesures d'encadrement			
f) Nombre d'ordonnaces émises par la municipalité au cours de l'exercice portant sur l'examen d'un chien par un médecin vétérinaire (art. 5)	56		
g) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice :			
- à l'issu d'un examen effectué par un médecin vétérinaire (art. 8)	57		
- à l'issu d'une blessure infligée à une personne ou un animal domestique (art. 9)	58		
h) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice à la suite d'un signalement d'une attaque causant (art. 10) :			
- la mort	59		
- une blessure grave	60		
i) Nombre de constats d'infraction émis par la municipalité au cours de l'exercice en vertu du règlement du gouvernement du Québec	61		

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Saint-Joseph-du-Lac

Code géographique : 72025

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

Affaires municipales et Habitation
Québec

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

Taux global de taxation réel audité

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel 3

Taux global de taxation réel 4

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Au secrétaire-trésorier de la Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac (ci-après la « municipalité ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la municipalité de répondre aux exigences de l'article 176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la municipalité.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

·nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

·nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la municipalité;

·nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.



Goudreau Poirier inc.
Vaudreuil-Dorion, le 22 juin 2020
1 Par CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A107797

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1	7 234 648
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2019 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1er alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	189 602
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	33 021
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	7 012 025

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1er janvier 2019 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	853 228 300
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2019 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	863 551 300
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	858 389 800

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2019
(Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)

14 | | 0 | , | 8 | 1 | 6 | 9 | / 100 $

Données prévisionnelles non auditées

pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020

Nom : Saint-Joseph-du-Lac

Code géographique : 72025

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

Affaires municipales et Habitation
Québec

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020

Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE		
Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	5 494 723
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	5 494 723
SUR UNE AUTRE BASE		
Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	396 518
Égout	11	245 828
Traitement des eaux usées	12	360 060
Matières résiduelles	13	638 085
Autres		
-	14	
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	31 000
Service de la dette	18	243 076
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	1 914 567
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	1 914 567
	27	7 409 290

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES		
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement		
Taxes sur la valeur foncière	1	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	6	8 616
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	91 135
	9	99 751
Autres immeubles		
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	99 751
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES		
Taxes sur la valeur foncière	15	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	
ORGANISMES MUNICIPAUX		
Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	
AUTRES		
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	99 751

Organisme Saint-Joseph-du-Lac Code géographique 72025

S57

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

			Assiette d'application imposable		Taux adopté		Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière											
Taxes générales											
Taxe foncière générale (taux unique)	1		x	2	/100$	3					
Taxe foncière générale (taux variés)											
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	748 073 723	x	5	0,5680 /100$	6	4 249 059				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	17 950 000	x	8	0,5870 /100$	9	105 367				
Immeubles non résidentiels	10	53 502 139	x	11	0,8845 /100$	12	473 226				
Immeubles industriels	13	6 910 950	x	14	0,8790 /100$	15	60 747				
Terrains vagues desservis											
Immeubles non résidentiels	16		x	17	/100$	18					
Autres	19	15 192 000	x	20	1,0000 /100$	21	151 920				
Immeubles agricoles	22	80 000 650	x	23	0,5680 /100$	24	454 404				
Total						25	5 494 723	26 ( )	27 ( )	28	29 5 494 723
Taxes spéciales											
Service de la dette (taux unique)	30		x	31	/100$	32					
Service de la dette (taux variés)											
Résiduelle (résidentielle et autres)	33		x	34	/100$	35					
Immeubles de 6 logements ou plus	36		x	37	/100$	38					
Immeubles non résidentiels	39		x	40	/100$	41					
Immeubles industriels	42		x	43	/100$	44					
Terrains vagues desservis											
Immeubles non résidentiels	45		x	46	/100$	47					
Autres	48		x	49	/100$	50					
Immeubles agricoles	51		x	52	/100$	53					
Total						54		55 ( )	56 ( )	57	58

Organisme Saint-Joseph-du-Lac Code géographique 72025

S58

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

	Assiette d'application imposable		Taux adopté		Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière									
Taxes générales									
Taxes spéciales									
Activités de fonctionnement (taux unique)	1	x	2	/100$	3				
Activités de fonctionnement (taux variés)									
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	x	5	/100$	6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	x	8	/100$	9				
Immeubles non résidentiels	10	x	11	/100$	12				
Immeubles industriels	13	x	14	/100$	15				
Terrains vagues desservis									
Immeubles non résidentiels	16	x	17	/100$	18				
Autres	19	x	20	/100$	21				
Immeubles agricoles	22	x	23	/100$	24				
Total					25	26 ( )	27 ( )	28	29
Taxes spéciales									
Activités d'investissement (taux unique)	30	x	31	/100$	32				
Activités d'investissement (taux variés)									
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	x	34	/100$	35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	x	37	/100$	38				
Immeubles non résidentiels	39	x	40	/100$	41				
Immeubles industriels	42	x	43	/100$	44				
Terrains vagues desservis									
Immeubles non résidentiels	45	x	46	/100$	47				
Autres	48	x	49	/100$	50				
Immeubles agricoles	51	x	52	/100$	53				
Total					54	55 ( )	56 ( )	57	58
	Valeur locative imposable								
Taxe d'affaires sur la valeur locative	59	x	60	%	61	62 ( )	63 ( )	64	65

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels (montant fixe)		**Par unité de logement**
Eau	1	145 , 00 $
Égout	2	90 , 00 $
Eau et égout	3	, $
Traitement des eaux usées	4	170 , 00 $
Matières résiduelles	5	205 , 00 $

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code[1]	Préciser
Règlement 7-2003	37,0000	7	par unité d'évaluation
Règlement 1-99 (26%)	6,0188	7	par unité d'évaluation
Règlement 1-99 (74%)	39,0575	7	par unité d'évaluation
Règlement 11-2002	171,8929	7	par unité d'évaluation
Règlement 13-2003	2,6852	3	au mètre linéaire
Règlement 12-2004	3,2558	3	au mètre linéaire
Règlement 20-2006 eau potable	374,9900	7	par unité d'évaluation
Règlement 20-2006 égout	308,5500	7	par unité d'évaluation
Règlement 13-2013 (48e avenue)	680,0000	7	par unité d'évaluation
Règlement 21-2018 (Montagne)	92,0000	7	par unité d'évaluation
Règlement 21-2018 (Belvédère)	217,0000	7	par unité d'évaluation

1. Code : 1 - du 100 $ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)
5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	7 409 290
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2020 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1er alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	190 827
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	31 000
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	7 187 463

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE

11 921 629 462

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2020

(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

12 | | 0 | , | 7 | 7 | 9 | 9 | /100 $

S63

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	473 226	60 747		151 920	105 366	453 276
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4	30 984	729		4 342	1 464	12 565
Autres	5	83 128	5 572		7 140	55 410	25 075
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	587 338	67 048		163 402	162 240	490 916

S64

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Résiduelle			Total
		Résidentielles	Agriculture Résidences	Autres	
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	4 249 060	1 128		5 494 723
De secteur	10				
Autres	11				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12	192 992			243 076
Autres	13	1 434 406	29 760		1 640 491
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	5 876 458	30 888		7 378 290

Organisme Saint-Joseph-du-Lac Code géographique 72025

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité		OUI		NON		S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, les mesures fiscales suivantes?						
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM						
- Pour la taxe foncière générale	1	X	2			
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3		4	X	5	
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6		7	X	8	
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.						
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9		10	X	11	
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.						
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM						
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12		13	X	14	
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15		16	X	17	
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18		19	X	20	
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21		22	X		
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2020 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23	X	24			
Si oui, indiquer le montant.	25	378 468 $				
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26	$				
5. Date d'adoption du budget par le conseil	27	2019-12-10				

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

6.	Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	28	9 399 116 $
7.	Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	29	711 787 $
8.	Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	30	104 906 $
9.	Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	31	$

Organisme Saint-Joseph-du-Lac Code géographique 72025

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		OUI		NON		S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1	X	2			
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3	X	4			
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5	X	6			
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7		8	X		

Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9		10		11	X
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12		13		14	X
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15		16		17	X

La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18		19		20	X
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21		22			

Organisme Saint-Joseph-du-Lac Code géographique 72025

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Stéphane Giguère , atteste que le rapport financier consolidé de Saint-Joseph-du-Lac pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 2020-07-07.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Saint-Joseph-du-Lac.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Saint-Joseph-du-Lac consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Saint-Joseph-du-Lac détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2020-06-25 09:57:26

Date de transmission au Ministère : 2020/07/08

S68

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

Nom : Saint-Joseph-du-Lac

Affaires municipales et Habitation
Québec

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Réalisations 2018	Budget 2019	Réalisations 2019		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé[1]
Revenus						
Fonctionnement	1	8 653 741	8 470 427	9 058 499	1 756 844	9 220 049
Investissement	2	2 854 834		692 515	13 050	705 565
	3	11 508 575	8 470 427	9 751 014	1 769 894	9 925 614
Charges	4	8 957 662	8 548 165	9 282 785	2 132 540	9 820 031
Excédent (déficit) de l'exercice	5	2 550 913	(77 738)	468 229	(362 646)	105 583
Moins : revenus d'investissement	6	(2 854 834)	( )	(692 515)	(13 050)	(705 565)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(303 921)	(77 738)	(224 286)	(375 696)	(599 982)
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations	8	994 693	920 166	1 101 547	660 671	1 762 218
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9					
Remboursement de la dette à long terme	10	(512 228)	(624 109)	(547 752)	(241 262)	(789 014)
Affectations						
Activités d'investissement	11	(8 258)	(123 000)	(7 681)	(38 049)	(45 730)
Excédent (déficit) accumulé	12	417 068	(95 319)	61 629	8 237	69 866
Autres éléments de conciliation	13	20 508		3 622	15 018	18 640
	14	911 783	77 738	611 365	404 615	1 015 980
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	607 862		387 079	28 919	415 998

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

Organisme Saint-Joseph-du-Lac Code géographique 72025

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2018	2019		2018
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé	Total consolidé
Actifs financiers					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	538 948	420 520	796 208	922 555
Débiteurs	2	3 127 592	3 212 583	3 406 760	3 554 211
Placements de portefeuille	3		1 008 539	1 008 539	
Autres	4				
	5	3 666 540	4 641 642	5 211 507	4 476 766
Passifs					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6				
Dette à long terme	7	4 660 594	5 697 932	6 178 033	5 603 717
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8			107 210	114 827
Autres	9	1 372 588	1 446 245	1 750 877	1 676 210
	10	6 033 182	7 144 177	8 036 120	7 394 754
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(2 366 642)	(2 502 535)	(2 824 613)	(2 917 988)
Actifs non financiers					
Immobilisations	12	23 729 710	24 211 170	27 396 358	27 507 872
Autres	13	108 072	231 239	244 427	120 200
	14	23 837 782	24 442 409	27 640 785	27 628 072
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	15	888 614	1 135 594	1 232 075	1 008 824
Excédent de fonctionnement affecté	16	331 643	282 837	303 831	341 518
Réserves financières et fonds réservés	17	1 482 805	1 331 821	1 372 216	1 528 962
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	18	(121 862)	(103 981)	(188 517)	(213 836)
Financement des investissements en cours	19	(1 615 868)	(531 308)	(531 308)	(1 615 868)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20	20 505 808	19 824 911	22 627 875	23 660 484
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	21				
	22	21 471 140	21 939 874	24 816 172	24 710 084

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23-1

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
- Aqueduc	23		23 055
- Égout	24	129 825	155 576
- Disposition Boues	25	48 944	48 944
- Transport en commun	26	104 068	104 068
-	27		
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32	282 837	331 643
Organismes contrôlés et partenariats	33	20 994	9 875
	34	303 831	341 518
Réserves financières et fonds réservés			
Administration municipale	35	1 331 821	1 482 805
Organismes contrôlés et partenariats [1]	36	40 395	46 157
	37	1 676 047	1 870 480

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S15 et S23-1

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2019
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	5 066 794
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	5 858 528

Extrait du rapport financier, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2019 Total consolidé	2018 Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	3 493 212	3 646 849
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	1 379 252	321 896
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises [1]	7	929 050	1 119 236
Autres	8	405 950	520 084
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	9		
	10	6 207 464	5 608 065

1. Incluant les revenus futurs découlant des ententes conclues avec le Gouvernement du Québec.

Extrait du rapport financier, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Réalisations 2018	Budget 2019	Réalisations 2019	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	11	7 030 277	7 110 954	7 181 648	7 181 648
Compensations tenant lieu de taxes	12	91 785	91 739	95 196	95 196
Quotes-parts	13				
Transferts	14	274 727	234 747	543 602	590 337
Services rendus	15	590 944	537 874	601 603	613 109
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	16	543 164	418 800	506 903	610 589
Autres	17	122 844	76 313	129 547	129 170
	18	8 653 741	8 470 427	9 058 499	9 220 049
Investissement					
Taxes	19			53 000	53 000
Quotes-parts	20				
Transferts	21	167 863		462 820	462 820
Autres	22	2 686 971		176 695	189 745
	23	2 854 834		692 515	705 565
	24	11 508 575	8 470 427	9 751 014	9 925 614

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2019	Réalisations 2019			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2019	2018
Administration générale	1	1 340 260	1 320 623	70 029	1 390 652	1 390 652	1 324 291
Sécurité publique							
Police	2	1 431 042	1 418 434		1 418 434	1 616 281	1 451 500
Sécurité incendie	3	346 823	416 027	68 553	484 580	484 580	414 882
Autres	4	61 471	121 692		121 692	121 692	88 974
Transport							
Réseau routier	5	1 078 353	1 115 765	260 271	1 376 036	1 376 036	1 169 657
Transport collectif	6	368 828	363 900	1 107	365 007	365 007	374 602
Autres	7						
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	831 403	1 072 920	528 980	1 601 900	1 909 006	1 995 930
Matières résiduelles	9	584 617	649 377	7 977	657 354	657 354	817 255
Autres	10	64 824	55 573	269	55 842	55 842	28 829
Santé et bien-être	11	52 954	51 923		51 923	51 923	52 772
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	337 456	428 742	4 374	433 116	433 116	360 507
Promotion et développement économique	13	30 116	24 630		24 630	24 630	16 375
Autres	14	25 280					5 330
Loisirs et culture	15	941 309	980 235	159 987	1 140 222	1 140 222	1 030 944
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	133 263	161 397		161 397	193 690	188 297
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	7 627 999	8 181 238	1 101 547	9 282 785	9 820 031	9 320 145
Amortissement des immobilisations	20	920 166	1 101 547	(1 101 547)			
	21	8 548 165	9 282 785	0	9 282 785	9 820 031	9 320 145

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3